

VILLE DE STAVELOT



FORMULAIRE 2024 de demande de prime pour la réalisation d'un audit PAE 2

Je soussigné(e) né(e) le / /

domicilié(e) à code postal

rue N°

téléphone/GSM

N° de compte
(IBAN) : - - -

Exemple : B E 3 4 - 1 2 3 4 - 1 2 3 4 - 1 2 3 4

sollicite le bénéfice de la prime communale pour la réalisation d'un audit PAE 2

pour une habitation à 4970, localité

rue N°

Je joins à la présente les justificatifs suivants :

- une copie de facture
- une notification de recevabilité de la prime régionale
faisant apparaître le montant octroyé

Fait à le / /

Signature

RESERVE A L'ADMINISTRATION

DATE DE RECEPTION:
AGENT TRAITANT:

DOSSIER COMPLET: OUI / NON

N° DE DOSSIER:

Règlement communal relatif aux critères et modalités d'attribution d'une prime audit PAE 2 (Procédure d'Avis Energétique).

Extrait du registre aux délibérations du Conseil Communal du 14.06.2018.

Article 1. Conditions d'octroi

La prime sera accordée aux conditions suivantes :

1. le demandeur :

- doit être âgé de 18 ans au moins, ou être mineur émancipé.
- avoir un droit réel sur le logement pour lequel il demande la prime (être propriétaire, usufruitier, nu-propriétaire...).
- son ménage doit bénéficier de revenus imposables globalement inférieurs ou égaux à 93.000 €. Pour déterminer le revenu de référence, il faut :
 - o considérer l'ensemble des personnes majeures cohabitant avec lui, à l'exception de ces ascendants et descendants.
 - o prendre en compte les revenus globalement imposables relatifs aux revenus de l'avant-dernière année complète précédant la date d'introduction de la demande. Du montant total de ces revenus, il faut déduire 5.000 € par enfant à charge (enfant pour lequel des allocations familiales ou d'orphelin, sont attribuées à un membre du ménage du demandeur) ou par enfant pour lequel un membre du ménage bénéficie de l'hébergement égalitaire, ainsi que pour chaque personne reconnue handicapée par le SPF Sécurité Sociale faisant partie du ménage ainsi considéré.
- doit occuper à titre de résidence principale le logement pour lequel la prime est octroyée au minimum 1 année après le versement de la prime par la Ville de Stavelot. En cas de non-respect de cette règle, et sauf cas de force majeure laissée à l'appréciation du Collège communal, la prime octroyée par la Ville de Stavelot sera remboursée dans son intégralité.
- s'engage à accepter les visites de contrôle de l'administration.
- doit avoir bénéficié au préalable, pour le même objet, des primes équivalentes de la Région wallonne en vigueur depuis le 1er mars 2018.

2. le logement :

- doit être situé sur le territoire de la Ville de Stavelot.
- doit avoir connu une première occupation en tant que logement datée d'au minimum 20 ans à partir de la date de la réception de la demande de prime.

3. l'audit PAE 2 :

- doit être réalisé par un auditeur agréé par la Région wallonne (liste disponible sur le site <http://energie.wallonie.be>).

Article 2. Montant de la prime

Le montant de la prime versé par la Ville de Stavelot est équivalent à celui versé par la Région wallonne :

- sans que le montant cumulé des 2 primes (celle versée par la Région wallonne et celle versée par la Ville de Stavelot pour la réalisation d'un audit PAE 2) ne puisse dépasser 100% de la facture finale pour la réalisation d'un audit PAE 2.
- le montant de la prime communale pour la réalisation d'un audit PAE 2 sera de maximum 500 € par logement. Les logements qui se seront vus octroyer une prime communale pour la réalisation d'un audit PAE 2 ne seront plus éligibles à cette prime durant une période de 10 ans à compter du versement de ladite prime.

Article 3. Délais

Pour bénéficier de la prime, le demandeur introduit sa demande à l'Administration communale au plus tard dans les trois mois suivants la réception de la preuve de la promesse d'octroi d'une prime, pour le même objet, émanant de la Région wallonne.

Article 4. Ordre de réception

Les demandes introduites auprès de l'Administration communale sont traitées par ordre chronologique des dossiers complets.

L'Administration communale remet un accusé de réception dès le dépôt du dossier complet, composant la demande de prime.

Article 5. Litige

Toute question d'interprétation relative à l'attribution de la prime, à son paiement ou son remboursement éventuel sera réglée par le Collège communal, sans recours possible.

Le Collège communal est chargé de l'exécution de la présente résolution.

Article 6. Entrée en vigueur

Le règlement entre en vigueur le lendemain du jour de sa publication par voie d'affichage conformément aux articles L1133-1 et -2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.